

Situation des entreprises de l'UES

Les comptes cumulés à fin décembre 2019	ER	LE
Publicité régionale commerciale	- 6,98 %	- 7,22 %
Publicité régionale PA	- 4,16 %	- 4,88 %
Publicité nationale commerciale	+ 28,15 %	+ 27,22 %
Publicité nationale PA	- 96,42 %	- 92,40 %
Total publicité	- 2,49 %	- 2,58 %
Diffusion	+ 0,06 %	- 3,60 %
Résultat d'exploitation	- 7 755K€	- 3 090K€

Comptes internet cumulés à fin décembre 2019	ER	LE
Publicité	2 737 K€	756 K€
Diffusion web - Autres produits	1 291 K€	285 K€
Chiffre d'affaires web	4 028K€	1 042K€

LER. - VOM.

« Même si les comptes des deux titres ne sont pas en équilibre, les efforts des salariés au cours de l'année 2019 portent leurs fruits » explique Christophe Mahieu.

Selon lui, tant en termes de publicité que de diffusion, les entreprises de l'UES se situent en haut du palmarès de la profession.

Des provisions qui plombent les résultats.

Les actuaires du Crédit Mutuel ont eu la main lourde en ce qui concerne les dotations aux provisions (près de quatre millions pour l'UES) qui concernent le prévisionnel à long terme des départs en retraite.

D'autres provisions apparaissent (environ 12 Millions d'€) qui sont sensés couvrir le règlement social, la formation sur l'investissement industriel, ainsi que la création d'Ebra Services dans le périmètre de l'UES

Web. -

2019 confirme la montée en puissance du Web grâce aux efforts consentis par les équipes et au redéploiement de salariés.

Le chiffre d'affaires reste toutefois modeste aux alentours de cinq millions soit environ 4 % du chiffre d'affaires total de l'UES.

Edition du soir, espoir ?

Au vu de l'énergie déployée par les salariés, le bilan est plutôt mitigé. Les téléchargements « s'élèvent » à 2500 par jour dont 291 pour l'ER 54 et 254 pour l'ER 25. En attendant des chiffres plus complets.

« Pas bézef » comme l'indique un membre CGT du CSE.

« Laissez-nous le temps de monter en puissance » réclame le directeur général.

L'EstMédia-CGT se pose la question de la stratégie (s'il en existe une) pour toucher un nouveau lectorat jeune et urbain.

Euro information : si cher pour si peu

Le coût de location de matériel et les « services » rendus par EI sur une période allant de janvier à octobre se montent à 1,64 millions d'euros pour l'UES. Ça fait cher du kilo et les élus CGT soupçonnent même une sous-évaluation. C'est cher payé pour, par exemple, ne pas avoir de sites Web le 25 décembre.

Les élus de l'EstMédia-CGT se demandent si la participation d'EI dans l'audit « digital first » initié par Philippe Carli lors de la grand-messe Ebra du 14 janvier, est comprise dans ce tarif.



Accueil du public en agence

Les élus de l'EstMédia-CGT considèrent que l'accueil du public dans nos agences est un lien fondamental de notre profession.

Mais le manque de personnel se fait sentir de plus en plus. La direction a choisi la voie de l'audit pour redéfinir en 2020 sa stratégie vis-à-vis des accueils en agence.

Pour l'EstMédia-CGT, pas besoin d'audit : la direction doit donner les moyens humains et matériel pour assurer cette relation privilégiée avec les lecteurs et les annonceurs.



Agences de Lure et Pontarlier

La direction s'est engagée à maintenir le quatrième poste de journaliste à Pontarlier sans plus de précision. Affaire à suivre...

Les élus de l'EstMédia -CGT ont rappelé la situation difficile de l'agence de Lure en matière d'effectif. Même si une solution provisoire a été trouvée pour l'accueil, il reste encore la question des quatre postes de journalistes.

Pour la CGT, la direction serait bien inspirée de conserver l'effectif dans sa totalité.

D'ailleurs, où en est l'appel d'offres concernant la chef d'agence de Lure ?

Les élus de l'EstMédia-CGT n'ont pas manqué de rafraîchir la mémoire à la direction.

Transalliance :

une sous-traitance qui pose des questions

A de nombreuses reprises, les élus de l'EstMédia-CGT ont alerté la direction sur les dysfonctionnements liés à la société Transalliance, notamment sur les retards constatés au quai d'expédition.

Ceux-ci sont malheureusement encore d'actualité et génèrent beaucoup de tension dans le secteur.

Faudra-t-il que le personnel manifeste son mécontentement pour que la direction, notamment celle des ventes, prenne le sujet à bras le corps ?



Ebra services

Comme indiqué dans un précédent tract CGT du groupe, la négociation portant sur Ebra services se poursuit.

Les points concernant entre autres, l'appartenance de cette entité à la convention collective de la presse en région, la garantie des rémunérations, les congés payés, la prévoyance, doivent être finalisés lors d'une prochaine réunion le 7 février à Paris. Une autre est prévue le 14 février.

La CGT continue et continuera à négocier dans l'intérêt de l'ensemble des salariés qu'elle représente.

Une assemblée générale des salariés susceptibles de rejoindre Ebra services se tiendra à Houdemont après le 7 février.